

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JUILLET 1927.

Projet de loi

approuvant le Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage signé à Bruxelles, le 9 juillet 1927, entre la Belgique et le Portugal.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le Portugal vient de s'inscrire sur la liste des pays avec lesquels la Belgique, au cours de ces derniers mois, a conclu des Traités de conciliation et d'arbitrage, inspirés des conceptions les plus modernes. La Chambre des Représentants vient de donner son approbation aux traités qui étaient intervenus avec le Danemark, la Finlande, la Suède et la Suisse. Celui que nous avons signé, le 9 juillet 1927, avec le Portugal n'en diffère que par quelques détails. Il reproduit la plupart des articles du Traité belgo-suisse notamment.

La principale différence git à l'article trois, où le préliminaire de conciliation est rendu obligatoire, à la demande de l'une des Parties, non seulement dans les conflits d'ordre politique, mais même lorsqu'il s'agit de litiges de caractère juridique. Le Gouvernement portugais attachait du prix à ce qu'il en fût ainsi, estimant que même lorsqu'il s'agit de questions de droit, la conciliation peut avoir un effet utile, un Gouvernement pouvant s'incliner devant l'avis d'un conciliateur, alors qu'il en coûte à sa dignité de se trouver en présence d'une décision judiciaire condamnant son point de vue. L'argument ne manque pas de valeur, et il nous a paru possible de nous y rallier. Dans nos précédents traités nous nous étions au contraire tenus à cette idée que, lorsqu'il s'agit de points de droit, le préliminaire de conciliation obligatoire peut être une cause de retard dans le règlement définitif de l'affaire. Les deux conceptions ont, il faut le reconnaître, leurs avantages et leurs inconvénients.

A l'article 5, il est prévu, pour le cas où les Parties n'arriveraient pas à se mettre d'accord sur le choix des membres de la Commission de conciliation à désigner en commun, une procédure s'inspirant de l'article 45 de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Dans les actes précédents, nous avions, d'avance, fait choix d'un chef d'État qui aurait, en pareil cas, à faire les désignations.

A l'article 6, premier alinéa, il est stipulé que la Commission de Concilia-

tion sera saisie par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties. Cette dernière alternative tient au fait que dans le système du Traité belgo-portugais, la procédure de conciliation peut toujours être imposée à la demande d'une seule des Parties.

D'après le Traité belgo-Suisse, la Commission de conciliation peut, si les Parties n'ont pas été conciliées, ordonner la publication immédiate de son rapport, à moins que les deux Commissaires librement nommés par les Parties s'y opposent. Aux termes de l'article 8 du Traité belgo-portugais, il suffit que l'un de ces deux Commissaires s'y oppose.

Les articles 17 et 18 du Traité belgo-portugais diffèrent quelque peu dans la forme et par les nuances des articles correspondants du Traité belgo-suisse. De part et d'autre, il est stipulé que les contestations autres que celles ayant un caractère juridique, et notamment les conflits politiques, seront soumis à la décision d'un tribunal arbitral, à constituer dans chaque cas, alors que les litiges juridiques sont de la compétence de la Cour Permanente de Justice internationale. Mais dans le Traité belgo-portugais, il est prévu que les parties pourront cependant se mettre d'accord pour déférer à la Cour de La Haye jugeant *ex aequo et bono* un conflit politique, si elles y voient un avantage. Si le Traité belgo-suisse ne prévoit pas expressément cette faculté, il est clair qu'il ne l'exclut pas non plus, du moment où il y a accord des Parties. Ce n'est donc là qu'une question de nuance.

J'ai la conviction, Messieurs, que vous voudrez bien réserver au Traité que j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations, le même accueil favorable que vous avez réservé aux précédents. Il revêt, comme le fait ressortir le préambule, une importance toute spéciale du fait des rapports de voisinage entre les Colonies respectives.

Le Ministre de Affaires Etrangères,

E. VANDERVELDE.

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

PROJET DE LOI

approuvant le Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage signé à Bruxelles, le 9 juillet 1927, entre la Belgique et le Portugal.

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het Verdrag van verzoening, gerechtelijke regeling en arbitrage te Brussel geteekend, den 9^e Juli 1927, tusschen België en Portugal

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvé le traité de conciliation, de règlement juridique et d'arbitrage signé à Bruxelles, le 9 juillet 1927, entre la Belgique et le Portugal.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 1927.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken.

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken wordt gelast in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp voor te leggen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Wordt goedgekeurd het Verdrag van verzoening, gerechtelijke regeling en arbitrage te Brussel geteekend, den 9^e Juli 1927, tusschen België en Portugal.

Gegeven te Brussel, den 12^e Juli 1927.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

**Traité de conciliation, de règlement
judiciaire et d'arbitrage entre la
Belgique et le Portugal.**

SA MAJESTÉ LE ROI DES
BELGES

et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPU-
BLIQUE PORTUGAISE,

Animés du désir de resserrer, sur la base du respect mutuel de l'intégrité territoriale et des droits et intérêts légitimes de chacun des deux Etats, et d'accord avec les principes dont s'inspire la Société des Nations, les liens d'amitié, de coopération et de bon voisinage qui existent entre la Belgique et le Portugal, ainsi qu'entre leurs possessions coloniales respectives, ont résolu de conclure à cet effet un traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage, et ont désigné leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES
BELGES,

Monsieur Emile VANDERVELDE,
Ministre d'Etat, Son Ministre des
Affaires Etrangères,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPU-
BLIQUE PORTUGAISE,

Son Excellence Monsieur Alberto
d'OLIVEIRA, Envoyé Extraordinaire et
Ministre Plénipotentiaire de Portu-
gal près Sa Majesté le Roi des Belges,

lesquels, après s'être fait connaître
leurs pleins pouvoirs, trouvés en
bonne et due forme, sont convenus
de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Tous les litiges ayant pour objet
un droit, de quelque nature qu'il soit,
allégué par une des Parties contrac-
tantes et contesté par l'autre et,
notamment, les différends mentionnés
à l'article 13 du Pacte de la Société
des Nations, qui n'auraient pu être
réglés dans un délai raisonnable, par

**Verdrag van verzoening, gerechtelijke
regeling en arbitrage tusschen
België en Portugal.**

ZIJNE MAJESTEIT DE KO-
NING DER BELGEN

en

DE PRESIDENT DER PORTU-
GEESCHE REPUBLIEK

bezield met den wensch, op den
grondslag van de wederzijdsche eer-
biediging der territoriale onschend-
baarheid en der wettelijke rechten
en belangen van elk der twee Staten
en in overeenkomst met de beginselen
waardoor de Volkenbond zich laat
leiden, de banden van vriendschap,
samenwerking en goede buurschap
bestaande tusschen België en Portu-
gal, alsmede tusschen hunne respec-
tieve koloniale bezittingen, nauwer
aan te halen, hebben besloten te dien
einde een verdrag van verzoening,
gerechtelijke regeling en arbitrage
aan te gaan en hebben tot hunne
gevolmachtigden benoemd te weten :

ZIJNE MAJESTEIT DE KO-
NING DER BELGEN,

Den Heer Emiel VANDERVELDE,
Minister van Staat, Zijn Minister van
Buitenlandsche Zaken,

DE PRESIDENT DER PORTU-
GEESCHE REPUBLIEK,

Zijne Excellentie den Heer Alberto
d'OLIVEIRA, Buitengewoon Gezant en
Gevolmachtigd Minister van Portugal
bij Zijne Majesteit den Koning der
Belgen,

welke, na elkander kennis te hebben
gegeven van hunne in goeden en
behoorlijken vorm bevonden volmach-
ten, overeengekomen zijn aangaande
wat volgt :

ARTIKEL EÉN.

Al de geschillen als voorwerp
hebbend een recht, van welken aard
het ook zij, aangevoerd door eene
der Verdragsluitende Partijen en
betwist door de andere en, inzonder-
heid de geschillen vermeld in arti-
kel 13 van het Pact van den Volken-
bond, die niet, binnen een redelijken

les procédures diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement à la Cour Permanente de Justice Internationale.

ARTICLE 2.

Les Parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour Permanente de Justice Internationale, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les Gouvernements des Parties contractantes. Il sera interprété en tous points par la Cour de Justice.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties aura été saisie d'une demande aux fins de règlement judiciaire, chaque Partie pourra saisir la Cour de Justice par voie de simple requête.

ARTICLE 3.

Avant toute procédure devant la Cour Permanente de Justice Internationale, le différend pourra, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, être soumis, à fin de conciliation, à une commission internationale permanente, dite Commission Permanente de Conciliation, constituée conformément au présent traité.

ARTICLE 4.

La Commission Permanente de Conciliation sera composée de cinq membres. Les Parties contractantes nommeront, chacune, un commissaire à leur gré et désigneront, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le Président de la Commission. Ces trois commissaires ne devront, ni être ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se

termijn, door de gewone diplomatieke proceduren konden geregeld worden, zullen aan het Bestendige Hof van Internationale Justitie voor uitspraak onderworpen worden.

ARTIKEL 2.

De Verdragsluitende Partijen zullen, in elk afzonderlijk geval, een bijzonder compromis opmaken waarbij het voorwerp van het geschil, de bijzondere bevoegdheden die aan het Bestendig Hof van Internationale Justitie zouden kunnen toegekend worden, alsook alle andere tusschen hen vastgestelde voorwaarden, duidelijk bepaald worden.

Het compromis zal door wisseling van nota's tusschen de Regeeringen der Verdragsluitende Partijen vastgesteld worden. Het zal in alle opzichten door het Hof van Justitie nagelegd worden.

Indien het compromis niet vastgesteld is binnen de drie maanden te rekenen van den dag waarop eene vraag om gerechtelijke regeling bij een der Partijen ingediend werd, zal elke Partij de aangelegenheid, door middel van een eenvoudig verzoekschrift, bij het Hof van Justitie ahangig kunnen maken.

ARTIKEL 3.

Vooraleer over te gaan tot eenige procedure voor het Bestendige Hof van Internationale Justitie, zal het geschil, op aanvraag van de eene of de andere der Partijen, voor verzoening kunnen onderworpen worden aan een Bestendige Internationale Commissie, genaamd Bestendige Verzoeningscommissie en samengesteld in overeenkomst met dit Verdrag.

ARTIKEL 4.

De Bestendige Verzoeningscommissie zal uit vijf leden bestaan. De Verdragsluitende Partijen zullen elk een commissaris naar hun zin benoemen en de drie andere in gemeen overleg aanwijzen en, onder deze laatste, den Voorzitter der Commissie. Deze drie commissarissen zullen noch onderhoorigen der Verdragsluitende Partijen zijn, noch hunne woonplaats op hun grondge-

trouver à leur service. Ils devront être tous trois de nationalité différente.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si, à l'expiration du mandat d'un membre de la Commission, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans; les Parties se réservent toutefois de transférer, à l'expiration du terme de trois ans, les fonctions du Président à un autre des membres de la Commission désignés en commun.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la Commission de Conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tous cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la Commission.

Au cas où l'un des membres de la Commission de Conciliation, désignés en commun par les Parties contractantes, serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la Commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant, qui siégera temporairement à sa place. Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai de trois mois, à compter de la vacance temporaire du siège, il sera procédé conformément à l'article 5 du présent traité.

ARTICLE 5.

La Commission de Conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, elle sera confiée à une Puissance tierce,

bied hebben of zich in hun dienst bevinden. Zij zullen alle drie van verschillende nationaliteit zijn.

De commissarissen zullen voor drie jaren benoemd worden. Indien er, bij het verstrijken van het mandaat van een lid der Commissie, in zijne vervanging niet voorzien wordt, dan wordt zijn mandaat beschouwd als zijnde hernieuwd voor een tijdperk van drie jaar; de Partijen behouden zich evenwel het recht voor, bij het verstrijken van den termijn van drie jaar, het ambt van Voorzitter aan een ander der in gemeen overleg aangewezen leden der Commissie over te dragen.

Een lid waarvan het mandaat tijdens den duur van een loopende procedure verstrijkt, gaat voort aan het onderzoek van het geschil deel te nemen tot de procedure geëindigd is, niettegenstaande het feit dat zijn plaatsvervanger aangewezen zou zijn.

In geval van overlijden of ontslag van een der leden van de Verzoeningscommissie, zal hij moeten vervangen worden voor den overblijvende duur van zijn mandaat, zoo mogelijk binnen de drie volgende maanden en, in ieder geval, zoodra een geschil aan de Commissie zal onderworpen zijn.

Ingeval een der door de Verdragsluitende Partijen in gemeen overleg aangewezen leden van de Verzoeningscommissie tijdelijk zou belet zijn, ten gevolge van ziekte of van elke andere omstandigheid, aan de werkzaamheden der Commissie deel te nemen, zullen de Partijen zich met elkaar verstaan om een plaatsvervanger aan te wijzen, die tijdelijk in zijne plaats zal zetelen. Indien de aanwijzing van dezen plaatsvervanger niet binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van het tijdelijk openvallen van den zetel, plaats heeft, zal er overeenkomstig artikel 5 van dit Verdrag gehandeld worden.

ARTIKEL 5.

De Verzoeningscommissie zal binnen de zes maanden, die op het in werking treden van dit Verdrag volgen, samengesteld worden.

Indien de benoeming der in gemeen overleg aan te wijzen commissarissen niet binnen vermelden termijn of, in geval van vervanging, binnen de drie maanden te rekenen van het openvallen van den zetel, plaats heeft, zal

désignée de commun accord par les Parties. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque Partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi désignées. Et si, dans un délai de deux mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal aux membres à désigner : le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

ARTICLE 6.

La Commission de Conciliation sera saisie, par voie de requête adressée au président, par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre Partie.

ARTICLE 7.

Dans un délai de quinze jours, à partir de la date où l'une des Parties contractantes aura porté un différend devant la Commission de Conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer le membre permanent désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière. La Partie qui voudrait user de ce droit en avisera immédiatement l'autre Partie; celle-ci aura la faculté d'user du même droit dans un délai de quinze jours, à partir de la date où l'avis lui sera parvenu.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le

die taak aan een door de Partijen in gemeen overleg aangewezen derde Mogendheid toevertrouwd worden.

Indien hieromtrent geene overeenstemming bereikt wordt, zal elke Partij eene verschillende Mogendheid aanwijzen en zullen de aldus aangewezen Mogendheden samen de benoemingen doen. En indien, binnen een termijn van twee maanden, deze twee Mogendheden het niet ééns konden worden, zal elk hunner kandidaten voorstellen in gelijk aantal met de te benoemen leden: het lot zal beslissen welke der aldus voorgestelde kandidaten zullen aangenomen worden.

ARTIKEL 6.

De kwestie zal bij de Verzoeningscommissie aanhangig gemaakt worden door middel van een verzoekschrift tot den Voorzitter gericht door beide Partijen handelend in gemeen overleg of, bij gebrek daaraan, door de eene of de andere der Partijen.

Het verzoekschrift zal, na een korte uiteenzetting van het voorwerp van het geschil, eene uitnoodiging aan de Commissie bevatten om over te gaan tot het nemen van alle maatregelen die geschikt zijn om tot een verzoening te leiden.

Indien het verzoekschrift uitgaat van een enkele der Partijen, zal deze er zonder uitstel aan de andere Partij kennis van geven.

ARTIKEL 7.

Binnen een termijn van twee weken, te rekenen van den datum waarop eene der Verdragsluitende Partijen een geschil aan de Verzoeningscommissie onderworpen heeft, zal elke Partij, voor het onderzoek van dit geschil, het door haar aangewezen bestendig lid mogen vervangen door een persoon die een bijzondere bevoegdheid ter zake bezit. De Partij die van dit recht zou willen gebruik maken, zal er onmiddellijk aan de andere Partij kennis van geven; deze zal het recht hebben gebruik te maken van hetzelfde recht binnen een termijn van twee weken te rekenen van den datum waarop het bericht haar zal toegekomen zijn.

Elke Partij behoudt zich het recht voor onmiddellijk een plaatsvervanger te benoemen om tijdelijk het door

membre permanent désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circonstance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la Commission.

ARTICLE 8.

La Commission de Conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

Si les Parties n'ont pas été conciliées, la Commission pourra, à moins que l'un ou l'autre des deux commissaires librement nommés par les Parties ne s'y oppose, ordonner, avant même que la Cour permanente de Justice internationale, saisie du différend, ait statué définitivement, la publication d'un rapport où sera consigné l'avis de chacun des membres de la Commission.

ARTICLE 9.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission de Conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commissions Internationale d'Enquête) de la Convention de La Haye

haar aangewezen bestendig lid te vervangen, dat, ten gevolge van ziekte of elke andere omstandigheid, tijdelijk zou belet zijn aan de werkzaamheden der Commissie deel te nemen.

ARTIKEL 8.

De Verzoeningscommissie zal als taak hebben de betwiste kwesties toe te lichten, te dien einde door onderzoek of eenig ander middel alle nuttige inlichtingen te verzamelen en te trachten de Partijen te verzoenen. Zij zal, na een onderzoek der aangelegenheid, aan de Partijen de voorwaarden der haar passend schijnende schikking kunnen niteenzetten en hun een termijn toestaan om zich uit te spreken.

Wanneer de Commissie haar werk geëindigd heeft, zal zij een proces-verbaal opmaken waarbij vastgesteld wordt, volgens het geval, ofwel dat de Partijen eene schikking aangenomen hebben, en, in voorkomend geval, de voorwaarden dezer schikking, ofwel dat de Partijen niet konden verzoend worden.

De werkzaamheden der Commissie zullen, tenzij de Partijen anders overeenkomen, moeten geëindigd zijn binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van den dag waarop het geschil bij de Commissie aanhangig gemaakt werd.

Indien de Partijen niet verzoend werden, zal de Commissie, tenzij de eene of de andere der door de Partijen vrij benoemde commissarissen er zich tegen zou verzetten, kunnen bevelen, zelfs alvorens het Bestendige Hof van Internationale Justitie, waarbij het geschil aanhangig gemaakt is, definitief uitspraak gedaan heeft, dat er een verslag zal bekendgemaakt worden waarin het advies van elk lid der Commissie zal vermeld staan.

ARTIKEL 9.

Behoudens eene bijzondere tegenovergestelde bepaling, zal de Verzoeningscommissie zelf hare procedure regelen, die in elk geval tegensprekelijk zal moeten zijn. In zake onderzoek, zal de Commissie, indien zij er bij eenparigheid niet anders over beslist, zich gedragen naar de beschikkingen van Titel III (Internationale Commissies voor Onderzoek) der

du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

ARTICLE 10.

La Commission de Conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son Président.

ARTICLE 11.

Les travaux de la Commission de Conciliation ne sont publiés qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

ARTICLE 12.

Les Parties contractantes auront le droit de nommer auprès de la Commission de Conciliation des agents spéciaux qui serviront en même temps d'intermédiaire entre elles et la Commission. A défaut de semblable nomination, la Commission, par l'entremise de son Président, correspondra directement avec les Ministères des Affaires Etrangères des Parties.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

ARTICLE 13.

Sauf disposition contraire du présent Traité, les décisions de la Commission de Conciliation seront prises à la majorité des voix.

ARTICLE 14.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de Conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire, et selon leur législation, à la citation et à l'audition de témoins

Overeenkomst van 's Gravenhage van 18 October 1907 voor de vreedzame regeling der internationale geschillen.

ARTIKEL 10.

De Verzoeningscommissie zal vergaderen op de door haren Voorzitter aangeduide plaats, ten ware de Partijen anders overeenkwamen.

ARTIKEL 11.

De werken der Verzoeningscommissie worden slechts bekendgemaakt krachtens een besluit genomen door de Commissie, met de goedkeuring der Partijen.

ARTIKEL 12.

De Verdragsluitende Partijen zullen het recht hebben bij de Verzoeningscommissie bijzondere agenten te benoemen die terzelfder tijd als bemiddelaars tusschen gezegde Partijen en de Commissie zullen dienst doen. Bij gebrek aan dergelijke benoeming zal de Commissie, door tusschenkomst van haar Voorzitter, rechtstreeks met de Ministers van Buitenlandsche Zaken der Partijen in briefwisseling treden.

Van haren kant zal de Commissie het recht hebben mondelingen uitleg te vragen aan de agenten, raadsmanen en deskundigen van beide Partijen, alsook aan elken persoon dien zij het nuttig zou achten met de toestemming zijner Regeering te doen verschijnen.

ARTIKEL 13.

Behoudens eene tegenovergestelde beschikking van dit Verdrag, zullen de besluiten der Verzoeningscommissie bij meerderheid van stemmen genomen worden.

ARTIKEL 14.

De Verdragsluitende Partijen gaan de verplichting aan de werkzaamheden der Verzoeningscommissie te vergemakkelijken en, inzonderheid, haar, in zoo ruime mate mogelijk, alle nuttige documenten en inlichtingen te verschaffen, alsook de te hunner beschikking staande middelen te gebruiken om haar toe te laten, op hun grondgebied en volgens hunne wetge-

ou d'experts et à des transports sur les lieux.

ARTICLE 15.

Pendant la durée des travaux de la Commission de Conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Parties contractantes.

Chaque Gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la Commission, les indemnités prévues à l'alinéa premier étant comprises parmi ces frais communs.

ARTICLE 16.

Tous les litiges, autres que ceux visés à l'article premier, qui viendraient à s'élever entre les Parties contractantes et ne pourraient être résolus dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis à la Commission Permanente de Conciliation. Il sera procédé dans ce cas conformément aux articles 6 à 15 du présent traité.

ARTICLE 17.

Si les Parties ne peuvent être conciliées, le litige sera, à la requête d'une seule des Parties, soumis pour décision à un tribunal arbitral constitué dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Les Parties se réservent, toutefois, la faculté de soumettre le litige, d'un commun accord, à la Cour Permanente de Justice Internationale, laquelle statuera *ex æquo et bono*.

ARTICLE 18.

Lorsque l'une des deux Parties aura, conformément à l'alinéa premier de l'article précédent, requis que le litige soit soumis à un tribunal arbitral, constitué dans les conditions et suivant la procédure prévues par l'article 15 de la Convention de La

ving over te gaan tot de dagvaarding en het verhoor van getuigen of van deskundigen en tot begevingen ter plaats.

ARTIKEL 15.

Tijdens de werkzaamheden der Verzoeningscommissie zal ieder der commissarissen eene vergoeding ontvangen waarvan het bedrag in gemeen overleg tusschen de Verdragsluitende Partijen zal vastgesteld worden.

Iedere Regeering zal haar eigen onkosten dragen alsook een gelijk deel der gemeenschappelijke onkosten der Commissie; de in de eerste alinea voorziene vergoedingen zullen onder de gemeenschappelijke onkosten begrepen zijn.

ARTIKEL 16.

Alle andere geschillen dan die bedoeld in artikel één, die zouden oprijzen, tusschen de Verdragsluitende Partijen en die binnen een redelijken tijd door de gewone diplomatieke middelen niet zouden kunnen beslecht worden, zullen aan de Bestendige Verzoeningscommissie onderworpen worden. Er zal in dit geval gehandeld worden overeenkomstig artikels 7 tot 15 van dit Verdrag.

ARTIKEL 17.

Indien de Partijen niet kunnen verzoend worden, zal het geschil op verzoek van één enkele der Partijen, voor beslissing onderworpen worden aan een scheidsgerecht samengesteld in de voorwaarden en volgens de procedure voorzien door de Overeenkomst van 's Gravenhage van 18 October 1907 voor de vreedzame regeling der internationale geschillen. Echter behouden de Partijen zich het recht voor het geschil in gemeen overleg te onderwerpen aan het Bestendige Hof van Internationale Justitie dat *ex æquo et bono* uitspraak zal doen.

ARTIKEL 18.

Wanneer eene van beide Partijen, overeenkomstig de eerste alinea van voorgaand artikel, zal gevraagd hebben dat het geschil onderworpen worde aan een scheidsgerecht samengesteld in de voorwaarden en volgens de procedure voorzien door artikel 15

Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, l'autre Partie aura l'obligation de s'adresser aux mêmes fins à ce tribunal, conjointement avec la Partie qui aura requis l'arbitrage, et toutes deux concluront, dans un délai de trois mois, un compromis spécial concernant l'objet du litige, ainsi que les modalités de la procédure.

Si ce compromis ne peut être conclu dans le délai ci-dessus prévu, il y sera obligatoirement suppléé conformément à la procédure indiquée au titre IV de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Dans le cas où le litige serait soumis à la Cour Permanente de Justice internationale, il sera procédé conformément aux dispositions du Statut de cette Cour.

ARTICLE 19.

S'il s'agit d'un différend qui, à teneur de la législation interne de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux, y compris les tribunaux administratifs, la Partie défenderesse pourra s'opposer à ce qu'il soit soumis à la procédure de conciliation, à la procédure de règlement judiciaire ou à la procédure d'arbitrage prévues par le présent Traité, avant qu'un jugement définitif ait été rendu, dans un délai raisonnable, par l'autorité judiciaire compétente.

ARTICLE 20.

Si la Cour Permanente de Justice internationale ou le Tribunal Arbitral établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permet pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, la sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature

der Overeenkomst van 's Gravenhage van 18 October 1907 voor de vreedzame regeling der internationale geschillen, zal de andere Partij ertoe verplicht zijn zich met hetzelfde doel, samen met de Partij die om arbitrage verzoekt heeft, tot gezegde rechtbank te richten, en beiden zullen binnen een termijn van drie maanden een bijzonder compromis moeten aangaan betreffende het voorwerp van het geschil alsmede de modaliteiten der procedure.

Indien dit compromis niet binnen den voorzienen termijn kan aangegaan worden, zal er daarin verplichtend voorzien worden overeenkomstig de procedure voorzien in Titel IV der Overeenkomst van 's Gravenhage van 18 October 1907 voor de vreedzame regeling der internationale geschillen.

Ingeval het geschil zou onderworpen worden aan het Bestendige Hof van Internationale Justitie, zal er overeenkomstig de beschikkingen van het statoot van dit Hof gehandeld worden.

ARTIKEL 19.

Indien het gaat om een geschil dat, volgens den inhoud der inlandsche wetten van ééne der Partijen, tot de bevoegdheid der rechtbanken, met inbegrip der administratieve rechtbanken, behoort, zal de verwerende Partij er zich mogen tegen verzetten dat het onderworpen worde aan de procedure van verzoening, aan de procedure van gerechtelijke regeling of aan de scheidsrechterlijke procedure voorzien door dit Verdrag, vooraleer de bevoegde rechterlijke overheid, binnen een redelijken tijd, definitief uitspraak gedaan heeft.

ARTIKEL 20.

Indien het Bestendige Hof van Internationale Justitie of het Scheidsgerecht vaststelt dat eene beslissing van eene rechtbank of van elke andere overheid afhangende van ééne der Verdragsluitende Partijen geheel of gedeeltelijk met het volkenrecht in strijd is en indien het constitutioneel recht dezer Partij niet zou toelaten of slechts op onvolmaakte wijze zou toelaten langs administratieve weg de gevolgen der beslissing waarvan sprake te niet te doen, zou de gerechtelijke of scheidsrechterlijke uitspraak

et l'étendue de la réparation à accorder à la Partie lésée.

ARTICLE 21.

Durant la procédure de conciliation, la procédure judiciaire ou la procédure arbitrale, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion sur l'acceptation des propositions de la Commission de Conciliation ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour Permanente de Justice Internationale ou de la sentence du Tribunal arbitral. A cet effet, la Commission de Conciliation, la Cour de Justice et le Tribunal Arbitral ordonneront, le cas échéant, quelles mesures provisionnelles doivent être prises.

ARTICLE 22.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent Traité seront, sauf accord contraire, soumises directement à la Cour Permanente de Justice Internationale par voie de simple requête.

ARTICLE 23.

Le présent Traité ne s'appliquera qu'aux litiges qui viendraient à s'élever, après l'échange des ratifications du présent Traité, au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette date.

Les litiges pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres accords en vigueur entre les Parties contractantes seront réglés conformément aux stipulations de ces accords.

ARTICLE 24.

Le présent Traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Bruxelles, dans le plus bref délai possible.

Le présent Traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans à partir de son entrée en vigueur. S'il

den aard en den omvang van het aan de benadeelde Partij te verleenen herstel aangeven.

ARTIKEL 21.

Gedurende de procedure van verzoening, de gerechtelijke procedure of de scheidsrechterlijke procedure zullen de Verdragsluitende Partijen zich onthouden van elken maatregel, die eene terugwerking zou kunnen hebben op het aannemen der voorstellen van de Verzoeningscommissie of op het uitvoeren van het arrest van het Bestendige Hof van Internationale Justitie of van het vonnis van het Scheidsgerecht. Te dien einde zullen de Verzoeningscommissie, het Hof en het Scheidsgerecht, in voorkomend geval, bevelen welke provisionele maatregelen dienen genomen te worden.

ARTIKEL 22.

De betwistingen die zouden ontstaan aangaande de uitlegging of de uitvoering van dit Verdrag zullen, behoudens tegenovergestelde overeenkomst, rechtstreeks aan het Bestendige Hof van Internationale Justitie door middel van een eenvoudig verzoekschrift onderworpen worden.

ARTIKEL 23.

Dit Verdrag zal slechts toepasselijk zijn op de geschillen die zouden oprijzen, na de uitwisseling der bekrachtigingen van dit Verdrag, aangaande toestanden of feiten welke dagteekenen van na dien datum.

De geschillen voor welke oplossing eene bijzondere procedure voorzien is door andere tusschen de Verdragsluitende Partijen van kracht zijnde schikkingen, zullen overeenkomstig de bepalingen van deze schikkingen geregeld worden.

ARTIKEL 24.

Dit Verdrag zal bekrachtigd worden. De bewijsschriften van bekrachtiging zullen te Brussel, binnen den kortst mogelijken tijd uitgewisseld worden.

Dit Verdrag zal dadelijk na de uitwisseling der bekrachtigingen in werking treden en het zal een duur

n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent Traité, une procédure de conciliation, de règlement judiciaire ou d'arbitrage se trouve pendante, elle suivra son cours jusqu'à son achèvement, conformément aux stipulations du présent Traité.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 9 juillet 1927.

van vijf jaar hebben te rekenen van den dag der inwerkingtreding. Indien het niet opgezegd is zes maanden voor het verstrijken van dezen termijn, zal het beschouwd worden als zijnde hernieuwd voor een tijdperk van vijf jaar, en zoo voorts.

Indien er, bij het verstrijken van dit Verdrag, eene procedure van verzoening, van gerechtelijke regeling of van arbitrage hangend is, zal zij haren loop volgen tot zij voleindigd is, overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag.

Ter oorkonde waarvan de bovengenoemde Gevolmachtigden dit Verdrag onderteeekend hebben.

Gedaan te Brussel, in dubbel exemplaar, op 9 Juli 1927.

(s) E. VANDERVELDE.

(s) Alb. D'OLIVEIRA.

